

Sujet de dissertation : Chacun peut-il penser ce qu'il veut ? -Exemple d'introduction

Accroche	On n'a de cesse de fustiger les diverses formes de totalitarisme et les dictatures, comme hier le régime d'Hitler, et aujourd'hui la Corée du Nord ; dans ces pays en effet il n'existe aucune liberté, et notamment, aucune liberté de penser. En effet, cette liberté de penser est au fondement de toute société digne de ce nom, qui est démocratique. Dans ces sociétés dans lesquelles nous vivons, et que nous considérons comme un progrès pour l'humanité, est institué le droit fondamental, pour tout individu, de penser ce qu'il veut. Ce droit est explicitement déclaré dans la DDHC, et fait ainsi partie des droits inaliénables de tout être humain.
Opinion commune + définition première et générale du mot central (penser)	Chacun a donc le droit, c'est une évidence, de penser ce qu'il veut , cad, d'avoir ses propres opinions . Cad encore : chacun a le droit d'avoir, « dans sa tête », dans l'intimité de son esprit inaccessible à autrui, les opinions qu'il veut (la pensée étant de manière générale tout état mental existant dans un esprit). Mais encore, il a le droit de les exprimer sur la place publique. La pensée est en effet quasi inséparable de l' action , d'une manière de vivre, de discours proférés dans le quotidien ou lors de débats politiques. Chacun peut ainsi, au sens où il en a le droit , de penser et dire que « la terre est plate », que « la justice est nécessaire (ou pas) », que « la société va bien (ou mal) », etc.
Problématisation : problème soulevé par l'opinion commune, et thèse opposée	Pourtant , la loi ne légifère-t-elle pas parfois pour faire interdire certaines opinions/pensées, considérant alors ces opinions comme de véritables délits ? Jusqu'où va vraiment la liberté de penser ? Avons-nous le droit de dire par exemple, que certaines races sont inférieures à d'autres, ou, comme le mouvement négationniste en histoire, qu'Auschwitz n'a pas réellement existé ? La loi dira en fait que ce genre de pensées/ d'opinions portent atteinte à la dignité de l'homme, et sont des crimes contre l'humanité. Par conséquent il faudrait plutôt dire, contre la doxa, que nous n'avons pas le droit de penser tout ce qu'on veut !
Approfondissement de la problématique, vers un « dépassement » du sujet	L'exemple d'Auschwitz nous permet par ailleurs d'aller plus loin dans notre interrogation sur le sujet : dire que chacun peut penser ce qu'il veut, cela ne revient-il pas à prétendre que chacun a sa propre vérité , et qu'il n'existe dès lors aucune réalité objective indépendante des points de vue de chacun, comme le prônent un relativisme et/ou un scepticisme extrême ? Dans ce cas, ne devra-t-on pas se demander si affirmer que chacun a le droit de penser ce qu'il veut, ce n'est pas, non seulement interdit, mais aussi absurde et dangereux pour la société en général ? Nous abandonnons alors en effet toute possibilité de vivre ensemble ! Nous n'avons donc finalement pas le droit de penser ce que l'on veut car tous les points de vue ne sont pas légitimes/ moraux, et ne se valent pas.
Dépassement ultime : la capacité à penser par soi-même	Mais, de toute façon, a-t-on vraiment la capacité de penser ce que l'on veut , la liberté étant la complète absence de contraintes et de limites, mais aussi et surtout, l'indépendance de toute influence ? Nous avons dit plus haut que penser c'est avoir une opinion, un jugement, un état mental en général ; mais précisons ici que penser, en philosophie, c'est par définition remettre en question l'opinion, la doxa , cad, se débarrasser de toute influence d'autrui, de la société, de notre culture, de nos parents, etc. Bref, si penser c'est penser par soi-même, l'homme est-il vraiment capable de penser par lui-même ? C'est la possibilité même de la philosophie, et au bout du compte, d'une véritable démocratie, que nous allons donc ici interroger.